

Face à la crise historique engendrée par la pandémie de coronavirus

Organisons notre sécurité alimentaire !

Collectif de signataires*

Ce 26 mars, les Nations Unies lançaient cet avertissement : « les mesures de confinement liées au coronavirus pourraient causer une pénurie alimentaire mondiale¹. »

De plus 20% à plus 70%, les prix de certains fruits et légumes flambent chez les grossistes. Absence de riz, manque de farines, de pâtes... plusieurs produits sont en rupture de stock pour les petits commerçants. Les producteurs locaux font soudain face à une explosion de commandes de beurre et autres produits laitiers. Et puis, il y a les protestations des camionneurs de différents pays qui craignent pour leur santé et dont les conditions de travail sont considérablement dégradées par la fermeture des routes et des services sanitaires des stations services². Ce sont des signaux de basse intensité mais qui posent question par rapport aux tensions qui traversent un système de distribution alimentaire organisé sur la base de flux tendus³.

Qu'en est-il réellement des stocks disponibles pour les denrées essentielles, chez nous et dans les pays voisins dont nous sommes dépendants ? Y a-t-il une spéculation à craindre sur les marchés alimentaires ? Des questions qui appellent des réponses à très court terme.

Le Gouvernement flamand a lancé la semaine passée un appel pour attirer des travailleurs wallons dans les exploitations agricoles de Flandre, faute de saisonniers en suffisance. C'est que les ouvriers agricoles étrangers n'arrivent pas chez nous, ou s'en retournent chez eux, vu le contexte de crise sanitaire. En France, le ministre de l'agriculture appelle les personnes sans emploi à aller soutenir les agriculteurs dans les champs. Et, plus près de chez nous, des maraîchers s'interrogent sur la nécessité d'augmenter leurs surfaces cultivées au vu de la demande accrue des dernières semaines.

Alors, qu'en est-il de la capacité de production des territoires qui nous nourrissent ? Les ouvriers agricoles sous-payés des zones maraîchères d'Espagne, d'Italie et du Maroc seront-ils au rendez-vous pour initier la saison, des semis aux récoltes, et nous fournir fruits et légumes, alors qu'une crise sanitaire d'une ampleur inégalée touche ces pays ? Le confinement des travailleurs empêchera-t-il de semer ce qui doit l'être ? Qui récolte ces informations et traite ces questions ?

A court, moyen et long termes, notre sécurité alimentaire est absolument essentielle. Elle mérite une attention et une prise de responsabilité urgentes des autorités, à tous les niveaux.

Car tous les scénarios doivent aujourd'hui être envisagés par l'Etat afin de d'assurer notre sécurité. La pandémie de coronavirus est historique à plus d'un titre, de par son ampleur, sa vitesse de circulation, ses impacts socioéconomiques déjà très visibles, et le caractère inédit des mesures mises en place par les gouvernements du monde entier. Dans ce contexte, nous pensons qu'il ne serait pas responsable de tabler sur une continuité linéaire des événements. Le principe de précaution implique

¹ F. Harvey, « Coronavirus measures could cause global food shortage, UN warns », The Guardian, 26 mars 2020, <https://bit.ly/2OS0jy4>

² « Coronavirus: les routiers appelés à exercer leur droit de retrait à partir de lundi », AFP, 28 mars 2020. <https://bit.ly/3dCNEZE>

³ Notons que cette tension existe évidemment ailleurs. Le prix du sac de 20 kg de riz est passé de 25.000 à 35.000 francs en quelques semaines au Rwanda. Une catastrophe !

d'anticiper les effets de seuil possibles et de se préparer à des aggravations de la situation en prévoyant les réponses *ad hoc*, à tous les échelons du pays, en particulier pour un secteur aussi vital que la production, transformation, consommation et distribution de nourriture.

La fermeture des frontières, la maladie et le confinement des travailleurs provoquent déjà des tensions sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire internationales. Par ailleurs, nous savons depuis plusieurs années que la production alimentaire est menacée par le réchauffement climatique, la sécheresse, les vagues de chaleur et la disparition progressive des insectes pollinisateurs, y compris en Belgique⁴. Le système agroalimentaire mondialisé est donc particulièrement vulnérable aux chocs systémiques venant d'une pandémie⁵ qui peut générer un triple impact, aux niveaux de l'offre, de la demande et de la distribution. Des effets de propagation en amont et en aval des chaînes d'approvisionnement apparaissent dans un premier temps. Ensuite, des effets de rétro-propagation se manifestent – par exemple, des citoyens inquiets surconsomment et mettent, à leur tour, les chaînes d'approvisionnement sous tension⁶. Une pandémie peut donc provoquer des défaillances en cascade susceptibles de nous surprendre et de menacer notre sécurité alimentaire. La responsabilité politique, au-delà de la gestion de crise, est d'anticiper et de veiller à ce que nous ne soyons pas démunis si de tels chocs systémiques devaient se produire.

La sécurité alimentaire de la Belgique est un enjeu vital. La quantité, la diversité, la qualité et l'accessibilité - insistons sur cette accessibilité pour toutes et tous ! - de la nourriture sont essentielles à notre santé et à la consolidation de notre immunité face aux probables vagues successives du coronavirus. Cette sécurité, nous pensons qu'elle doit se penser solidairement, avec la conscience de nos interdépendances à l'échelle planétaire et tenant compte de la situation des populations les plus vulnérables au changement climatique. Nous pensons particulièrement à l'Afrique de l'Est confrontée cette année à une terrible prédation d'essaims de criquets pèlerins qui mettent les habitants de cette région en situation d'insécurité alimentaire aiguë⁷. Mais nous constatons aussi que la solidarité internationale est malheureusement fragile, y compris au niveau européen, et sommes convaincus de l'importance d'une « politique de résilience alimentaire territoriale », déclinée à l'échelle du pays, de nos régions et jusqu'au niveau local.

Chez nous, la fédération belge de l'industrie alimentaire (FEVIA) et les fédérations wallonne et flamande de l'agriculture (FWA et Boerenbond), demandaient le 17 mars aux gouvernements fédéral et régionaux de « reconnaître le secteur agroalimentaire comme d'importance vitale et de prendre toutes les mesures de crise nécessaires pour garantir la continuité de l'activité, assurer ainsi l'approvisionnement vital, mais aussi éviter la perte de produits frais⁸ ». Pour garantir cette continuité de la distribution alimentaire, elles appelaient prioritairement à une communication claire des autorités, à la libre circulation des travailleurs, au maintien des frontières ouvertes et à la possibilité de recruter de la main d'œuvre pour faire face à d'éventuelles pénuries. Le 26 mars, la FEVIA, en collaboration avec les agences régionales de l'emploi lançaient une campagne de recrutement à

⁴ « World food security increasingly at risk due to “unprecedented” climate change impact, new UN report warns », *UN News*, 8 août 2019. <https://news.un.org/en/story/2019/08/1043921>

⁵ J.R. Rohr *et al.*, « Emerging human infectious diseases and the links to global food production », *Nature Sustainability*, vol. 2, n° 6, juin 2019, p. 445 ; M.J. Puma *et al.*, « Assessing the evolving fragility of the global food system », *Environmental Research Letters*, vol. 10, n° 2, 2015, p. 024007.

⁶ J.-P. Rodrigue, *The Geography of Transport Systems*, 5th edition, Routledge, 2020. <https://bit.ly/2ycropb>

⁷ « More funding needed to combat locust swarms 'unprecedented in modern times' », *UN News*, 25 février 2020, <https://news.un.org/en/story/2020/02/1058041>

⁸ N. Courant, « Continuer à garantir la production et l'approvisionnement alimentaires pendant la crise du coronavirus », *Fevia*, 17 mars 2020. <https://bit.ly/3dAFcpF>

destination de l'industrie agroalimentaire⁹. Nous saluons ces initiatives mais les pensons, à ce stade, insuffisantes. La Belgique doit disposer d'une autonomie alimentaire minimale le plus rapidement possible.

Nous sommes en début de saison de production agricoles mais il n'y a plus une minute à perdre. Chaque jour, des maraîchers, des agriculteurs, des éleveurs et tous les acteurs des systèmes agroalimentaires prennent des décisions qui engagent nos capacités de production pour les prochains mois. Toutes les cultures ne sont pas comestibles pour les humains, étendre les surfaces maraîchères ne peut se faire en un tour de main et les semis sont réalisés à des dates précises.

C'est pourquoi nous sommes disponibles pour soutenir la Première ministre Sophie Wilmès dans la mise en place d'une task force interfédérale chargée de veiller à la sécurité d'un approvisionnement alimentaire accessible à tous et de préparer une politique de résilience alimentaire du pays, selon différents scénarios critiques.

Il s'agit de prévoir un plan de déploiement d'urgence d'une souveraineté alimentaire équitable et solidaire au cas où les échanges internationaux ne suffiraient plus à assurer l'alimentation des Belges et d'afficher, en toute transparence, les dispositions prises sur le site du Service Public Fédéral Sécurité de la chaîne alimentaire. Nous souhaitons en ce sens savoir si les prix, les stocks et les flux d'approvisionnement font l'objet d'un suivi rigoureux et indépendant. La première tâche d'une task force serait de veiller à un suivi rigoureux et indépendant, en collaboration avec toutes les parties prenantes, de l'évolution des prix, du niveau des stocks et de la fluidité des flux d'approvisionnement. Elle devrait également évaluer l'offre et la demande alimentaire intra-belge, réaliser un inventaire des surfaces cultivées (statique et dynamique), prévoir des mesures d'augmentation rapide des surfaces maraîchères et vivrières, accroître les investissements destinés au soutien de l'emploi agricole, et identifier les capacités de transformation locale des produits.

Elle pourrait aussi examiner comment encourager des contrats d'approvisionnement entre collectivités et producteurs locaux ; comment soutenir des dynamiques économiques coopératives reliant producteurs, transformateurs et consommateurs sur nos territoires ; comment développer les « ceintures alimentaires » autour des villes et dans les communes rurales ; quelles mesures prendre pour l'emploi agricole tel qu'un mécanisme de type titres-services destinés aux agriculteurs, maraîchers et artisans semenciers ou des compléments au chômage pour des saisonniers durant les récoltes ; et comment soutenir la mise sur pied d'un réseau de gestion dynamique des semences...

Cette crise du coronavirus a éclairé de façon crue ce qu'était la hiérarchie des valeurs et des métiers les plus indispensables à notre société. Les agriculteurs et maraîchers sont de ceux-là et nous savons à quel point ils sont aujourd'hui mal rétribués. Sécuriser les revenus de ceux qui assurent notre alimentation est donc fondamental.

Ajoutons ceci, l'histoire des grandes crises, en ce compris les conflits mondiaux, illustre l'importance des productions alimentaires au niveau local et de la diversification des filières pour augmenter la résilience général du système. Le Conseil National de Sécurité doit prendre en compte la possibilité pour les pépiniéristes de fournir la population en plants et semis lui permettant, lorsqu'elle dispose d'un jardin, de cultiver un potager dans les plus brefs délais.

Ces exemples n'épuisent pas la question. La relation entre résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale mérite d'être prise en compte. Elle suppose la mobilisation d'une volonté politique déterminée, des compétences interdisciplinaires adéquates et des moyens pour l'État de jouer un

⁹ A. Grooten, « Travailler dans l'industrie alimentaire ? », *Fevia*, 26 mars 2020. <https://bit.ly/2OTCxC1>.

rôle de stratège global et de facilitateur local. Cette résilience que la crise actuelle nous impose de mettre en œuvre dans le choc d'une certaine urgence constitue une branche de celle que nous avons à édifier collectivement face aux défis climatiques, énergétique et de la biodiversité. Une nécessité et une opportunité à saisir sans tarder : protéger les citoyen.ne.s de notre pays en sollicitant et organisant l'expertise académique et institutionnelle et celle des acteurs économiques et associatifs pour nous garantir une « ceinture de sécurité alimentaire »¹⁰.

Nous appelons enfin, les autorités à porter la discussion au niveau européen pour déployer une Politique Alimentaire Commune résolument durable et solidaire et à inscrire celle-ci dans le cadre de la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans qui offre une garantie d'accès aux semences et de souveraineté alimentaire pour chaque pays¹¹.

***Signataires :**

Philippe Baret, ingénieur agronome, professeur à l'Université de Louvain
Gauthier Chapelle, ingénieur agronome et docteur en biologie
Cédric Chevalier, ingénieur de gestion et économiste, coauteur de Déclarons l'État d'Urgence écologique
Nicolas Dendoncker, géographe, professeur à l'Université de Namur, Lead author de l'IPBES
Olivier De Schutter, co-président du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food),
Patrick Dupriez, ingénieur agronome, président d'Etopia
Corentin Hecquet, docteur en sciences de l'environnement, spécialiste des réseaux semenciers
Julie Hermesse, docteure en science sociale politiques et sociales, chargée de recherche à l'Université de Louvain
Marc Lemaire, ingénieur de gestion, membre de la coalition Kaya
Pierre Ozer, chargé de recherche en sciences et gestion de l'environnement à l'Université de Liège, co-fondateur du Festival Nourrir Liège
Pierre M. Stassart, ingénieur agronome, professeur de sociologie de l'environnement à l'Université de Louvain
Raphaël Stevens, auteur, chercheur, expert en risques systémiques et résilience
Julie Van Damme, coordinatrice de la Cellule transversale de Recherches en Agriculture biologique du CRA-W
Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'Université de Louvain
Marjolein Visser, professeur associé, Chair of Agroecology, Université Libre de Bruxelles

¹⁰ Des initiatives semblables existent à travers le monde. Voir par exemple en France, la proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la constitution sur la « résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale », enregistré à la Présidence du Sénat le 20 juin 2019. <http://www.senat.fr/leg/ppr18-588.pdf>

¹¹ United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas as Adopted by the General Assembly, 17 December 2019 in Resolution 73/165. <https://undocs.org/en/A/RES/73/165>